



SOCIÉTÉ

Enfants en danger : le 119 dresse le lourd bilan du confinement

Les situations critiques, demandant l'intervention des forces de l'ordre, ont explosé de 113 %.

FAMILLE C'est une adolescente de 14 ans qui demande de l'aide parce que son père la frappe « avec des chaussures, ceintures, câbles télé... », qui l'insulte et parfois aussi, lui « met la main aux fesses ». C'est un appel au secours d'une mère seule et « épuisée » qui demande « si elle doit en arriver à taper son fils ou à le mettre à la porte pour qu'il soit enfin placé ». Âgé de 12 ans, ce dernier « fait vivre un enfer à toute la famille », n'accepte « aucun ordre », ne tolère « aucun refus », et peut se montrer menaçant envers son petit frère et sa petite sœur, décrit-elle. C'est encore la camarade d'une collégienne de 13 ans qui téléphone, folle d'inquiétude, après que son amie l'a contactée via sa tablette pour lui montrer des traces de coups reçus par son père et pour lui rapporter des menaces de mort. Autant d'appels reçus par le 119, numéro d'urgence de l'enfance en danger durant le confinement, en cette période de crise sanitaire. Parents à bout de nerfs, enfants livrés à eux-mêmes, huis clos familial qui tourne mal... Cette période s'est accompagnée d'une explosion des appels. Le bilan de ces semaines mouvementées vient d'être publié par le GIP (groupement d'intérêt public) Enfance en danger, responsable du numéro. Ce dernier fait état d'une augmentation de 56,2 % des appels entre le 18 mars et le 10 mai par rapport à la même période l'an dernier (62 467 appels entrants en 2019, 97 542 en 2020).

Lever le tabou

Parmi ces coups de fil, certains ont été abandonnés en cours de route. In fine, le

service a comptabilisé 51 077 appels pendant cette période, durant laquelle son ouverture a été élargie de 1 466 heures. Le numéro a également bénéficié d'une plus grande visibilité grâce à une campagne de communication lancée début avril.

Ce recours plus massif au 119 est-il également lié à une montée en puissance des violences contre les enfants durant ces deux derniers mois ? « L'entre-soi et la promiscuité, propres au confinement, ont eu des effets délétères certains dans des familles qui étaient déjà maltraitantes ou né-

gligentes », relève Violaine Blain, directrice générale du GIP Enfance en danger.

Le signalement de négligences envers l'enfant, de violences physiques et de violences psychologiques, font partie des trois premiers motifs d'appels. À l'inverse, les appels concernant les violences sexuelles ont diminué, note le bilan du 119. « C'est là encore un effet du confinement, car ces violences sont plus difficiles à déceler et à signaler », souligne Violaine Blain. Cette période a aussi été caractérisée par un plus grand nombre d'appels de voisins (16,6 % contre 10,3 %) et de mineurs pour alerter

sur leur propre situation (21,8 % contre 17,2 %) ou celle de camarades. « Le confinement a agi comme une caisse de résonance des maltraitances pour les voisins. Et, en l'absence des signalements habituellement effectués par l'Éducation nationale, les enfants se sont solidarisés entre eux à travers les réseaux sociaux pour porter cette parole

pour leurs camarades et dénoncer des situations terribles, poursuit-elle. Mais, même si toutes les actions de sensibilisation mènent progressivement à une libération de la parole, il reste encore du chemin à parcourir pour lever le tabou sur la maltraitance des enfants.» Les parents inquiets ont, eux aussi, été nombreux à décrocher leur téléphone

pour demander de l'aide après de vives tensions avec des jeunes enfants et des adolescents, notamment en mars, « après la rupture brutale avec l'école », ou pour des difficultés liées aux gardes partagées.

Autre signe de l'âpreté de cette période : les situations de danger nécessitant une intervention immédiate des services de première urgence se sont accrues de manière spectaculaire. Le recours direct aux services de police et de gendarmerie par les écoutants du 119 a bondi de 113,5 % par rapport à la même période en 2019. « Nous avons traité de nombreuses situations problématiques, avec un caractère très critique », note Violaine Blain. Le nombre d'informations préoccupantes concernant des mineurs en danger ou en risque de l'être, adressées par le 119 aux services départementaux de protection de l'enfance, a quant à lui grimpé de 30,4 %, avec des demandes d'intervention urgente en forte hausse. Mais la situation est contrastée selon les territoires. Certains départements redoutent donc de découvrir de nombreux cas de violences après le déconfinement. Une violence « invisible » qui inquiète également les professionnels de la protection de l'enfance. ■

A. L.



Les négligences envers l'enfant, les violences physiques et les violences psychologiques sont les trois premiers motifs d'appels au 119. STOCK.ADOBE.COM